

**CONAKRY/PARIS (MPE-MEDIA) –** Un projet de cession de parts de BHP Billiton et d'Areva dans la Société des mines de fer de Guinée (SMFG) à ArcelorMittal n'a pas abouti, révèlent nos confrères d'Africamining Intelligence (AMI) dans un article récent. Explications.

La rencontre en septembre dernier à Paris entre le Comité technique de revue des titres et conventions minières guinéen, la Société des mines de fer de Guinée (SMFG) et ArcelorMittal n'a pas abouti à un consensus sur la cession à ce dernier des actifs de BHP Billiton et d'Areva dans SMFG, contrairement à ce qui était attendu, explique Africamining Intelligence évoquant un accord récent signé par la SMFG et le groupe dirigé par Lakshmi Mittal, que Conakry devait approuver via un avenant de 2013 prévoyant le transit de la production par la société Lamco au Liberia, continue la même source.



Le gisement de Simandou en Guinée dont les futures infrastructures pourraient servir celui de Nimba (ph SD Rio Tinto)

Or celle-ci est sous le contrôle d'ArcelorMittal et exploite déjà le minerai de fer des monts Nimba dans ce pays, de l'autre côté de la frontière guinéenne.

Le groupe indo-européen, qui est conseillé par l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Guinée Patricia Moller, a indiqué que son intérêt pour le site guinéen de Nimba ne tenait que si cet avenant était paraphé, sans modifications, expliquent nos confrères d'AMI.

« L'équipe de Nava Touré, président du comité technique, qui est assistée par le cabinet Orrick Rambaud Martel, veut toutefois se donner du temps pour identifier les points de l'avenant qui, si celui-ci était accepté, risqueraient de violer les principes du futur chemin de fer transguinéen définis avec Rio Tinto en avril (AMI n°328) », ajoutent nos confrères.

La Guinée veut à présent recruter un évaluateur indépendant. Dans le pire des cas, Conakry serait prêt à résilier la convention de la SMFG signée en 2003, à lui retirer la concession et à assumer les conséquences d'un arbitrage.

Il serait alors question d'un nouvel appel d'offres pour réattribuer les monts Nimba, précise AMI, ce qui n'est pas sans nous rappeler le dossier Simandou et le contentieux récent entre l'Etat guinéen et le groupe de Beny Steinmetz BSRG, à qui ont été retirés en 2014 des licences d'exploitation de minerai de fer réattribuées depuis à Rio Tinto, avec engagement d'un consortium incluant le géant australien et le chinois Chinalco de construire ce même chemin de fer transguinéen évoqué ici.

**C.J.**

**Voir aussi sur :**

<http://www.africaintelligence.fr>



**La nuit  
des matières premières  
et de l'énergie**  
**2014**

